



## Consommation par habitant : la France au-dessus de la moyenne européenne

**E**n 2012, en France, la consommation effective des ménages en volume par habitant dépasse de 14 % la moyenne européenne. Elle se situe à un niveau comparable à ceux de la Belgique, du Royaume-Uni et des pays d'Europe du Nord, derrière le Luxembourg, l'Allemagne ou encore l'Autriche. Les Français consomment notamment davantage que leurs partenaires européens dans les domaines du logement, de l'alimentation, des transports et de la santé. Cette consommation supérieure en volume à la moyenne européenne n'est pas liée à des niveaux de prix plus bas : au contraire, les prix des biens et services consommés en France dépassent de 9 % la moyenne européenne. Les niveaux de prix sont en effet très variables d'un pays à l'autre au sein de l'Union, dans un rapport de un à trois. Les pays du Nord ont majoritairement les niveaux de prix les plus élevés tandis que ceux d'Europe centrale et orientale ont les prix les plus bas. Ainsi, les prix en France ne sont supérieurs que de 3 % à la moyenne des pays entrés dans l'Union avant 2004. Depuis 2009 et la crise financière, la grande hétérogénéité des trajectoires macroéconomiques entre pays de l'Union s'est traduite par un accroissement des écarts de prix, tandis qu'ils sont restés stables entre les membres de la zone euro.

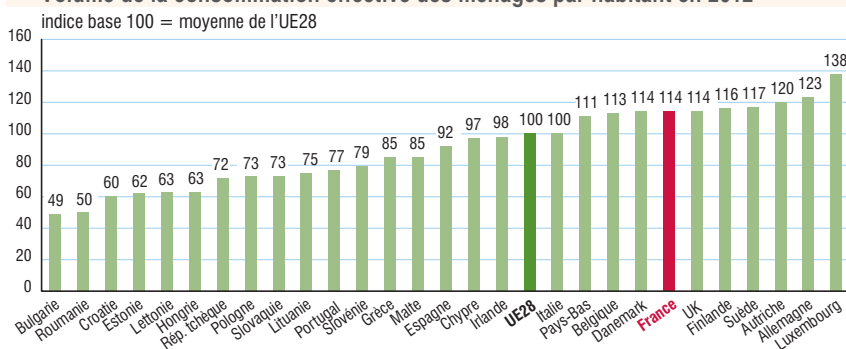
Emmanuel Berger, division Synthèses des biens et services, Insee

Pour comparer de manière pertinente le niveau de la consommation (*définitions*) par habitant au sein de l'Union européenne (UE), il est indispensable de raisonner en parités de pouvoir d'achat (PPA, *définitions*). Ceci permet de neutraliser les différences de prix entre pays. Il est par ailleurs préférable de considérer l'ensemble des biens et services que les ménages consomment, que la dépense correspondante leur incombe ou qu'elle soit prise en charge par les administrations publiques (notamment en matière d'éducation, de santé et de logement, *définitions*). À cette aune, la France occupe une position favorable au sein de l'UE : en 2012, la consommation effective par habitant (*définitions*), exprimée en PPA, y est supérieure de 14 % à la moyenne des 28 pays de l'UE (*figure 1*). La consommation française par habitant se situe ainsi à un niveau comparable à ceux de la Suède, de la Finlande, du Royaume-Uni, du Danemark, de la Belgique et des Pays-Bas. En tête des pays de l'UE, le Luxembourg affiche une

consommation par habitant supérieure de 38 % à la moyenne européenne, suivi de l'Allemagne (23 %) et de l'Autriche (20 %). En revanche, les pays d'Europe centrale et orientale, entrés plus tardivement dans l'UE, ont les consommations par habitant les plus faibles : celles de la Bulgarie et de la Roumanie ne s'élèvent ainsi qu'à la moitié de la moyenne européenne. Comparée à la moyenne de l'UE dite à 15 (qui n'inclut pas les derniers arrivants, soit les pays d'Europe centrale

et orientale), la consommation effective par habitant au Luxembourg la dépasserait de 27 %, en Allemagne de 13 % et en France de 5 % comme en Belgique, au Royaume-Uni ou encore au Danemark. La consommation par habitant reflète en partie la richesse du pays : le Luxembourg et l'Autriche sont, au sein de l'Union européenne, les pays dont le produit intérieur brut (PIB) par habitant est le plus élevé tandis que la Bulgarie et la Roumanie sont les deux pays au PIB

**1** Volume de la consommation effective des ménages par habitant en 2012



Source : Eurostat.

par habitant le plus faible. Mais d'autres facteurs expliquent également les écarts de niveau de consommation entre pays européens. La position relative de la consommation par habitant française (14 %) est ainsi meilleure que celle de son PIB par habitant qui se situe 9 % au-dessus de la moyenne européenne. Le poids des dépenses de consommation prises en charge par les administrations publiques (principalement en logement, éducation et santé) dans la consommation effective des ménages est par ailleurs plus important en France (24 %) que dans l'ensemble de l'Union européenne (20 %).

### En France, une consommation alimentaire parmi les plus élevées d'Europe

En France, pour l'alimentation et les boissons non alcoolisées, le volume de consommation par habitant (*définitions*) est supérieur de 16 % à la moyenne européenne (*figure 2*). Il précède ainsi ceux de l'Italie (7 % au-dessus de cette moyenne), de l'Allemagne qui est au niveau moyen, celui du Royaume-Uni se situant 10 % au-dessous de cette moyenne. La consommation d'aliments et de boissons ne comprend pas les consommations effectuées dans les restaurants, cafés, *pubs* et salons de thé. Or, en France, la consommation dans ces établissements est faible, comparée notamment à celles de l'Espagne et du Royaume-Uni.

Par ailleurs, les pratiques alimentaires sont très variables d'un pays à l'autre. Ainsi, la consommation de poissons, lait, fromage et œufs et aussi de viande est particulièrement élevée dans notre pays. Un Français achète 2,5 fois plus de poisson qu'un Allemand, mais deux fois moins qu'un Espagnol. Il consomme un tiers de plus de lait et fromage qu'un Européen moyen. Pour la viande, cette proportion est de 15 %, loin devant les Allemands ou les Britanniques (20 % au-dessous de la moyenne), mais derrière les Espagnols (15 % au-dessus du niveau français). Par ailleurs, la consommation française de fruits, légumes et pommes de terre par habitant ainsi que de pain et céréales est dans la moyenne.

Pour la consommation par habitant de boissons alcoolisées, la France se situe dans la moyenne haute du classement. Elle est au même niveau que la Belgique, environ un quart au-dessus de la moyenne de l'Union européenne, derrière l'Allemagne et loin devant l'Italie et l'Espagne. Ces disparités de volume consommé ne doivent pas toutefois être interprétées en termes de quantité d'alcool. En effet, le volume reflète également des différences de niveau de gamme de produits achetés. Par ailleurs, il ne comprend

pas les consommations effectuées dans les restaurants, cafés, *pubs* et salons de thé.

### Des consommations plus élevées pour le transport et le logement

Les consommations liées au transport, dont les achats d'automobiles constituent le premier poste, sont élevées en France, 26 % au-dessus de la moyenne, au même niveau qu'en Allemagne ou au Royaume-Uni. Le type de véhicules achetés diffère toutefois : les véhicules diesel ainsi que les véhicules à essence de petites cylindrées représentent une part plus importante des achats que chez nos partenaires ; les Allemands se distinguent par leur consommation de grosses cylindrées à essence et les Britanniques par leur consommation en moyennes cylindrées à essence (1 200 à 3 000 cm<sup>3</sup>).

Les consommations liées au logement (y compris l'eau, l'énergie et les travaux domestiques) sont, en France, supérieures de 17 % à la moyenne européenne. Notamment, la consommation en énergie la dépasse de 23 %, devant l'Allemagne (12 % au-dessus de la moyenne), le Royaume-Uni, l'Italie et l'Espagne se situant en dessous de la moyenne (respectivement de 4 %, 20 % et 30 %). Les conditions climatiques expliquent une partie de ces écarts. Pour les meubles et l'équipement de la maison, un Français consomme 10 % de plus que la moyenne européenne.

### Consommations élevées pour la santé, l'éducation, les loisirs et la culture

En France, la consommation effective par habitant est supérieure de 14 % à la moyenne européenne pour la santé et de 10 % pour l'éducation, les loisirs et la culture. Il s'agit de biens et services partiellement pris en charge par la collectivité (administrations publiques ou institutions sans but lucratif au service des ménages) : très fortement pour la santé et l'éducation, plus modérément pour les loisirs et la culture. De ce point de vue, la France se caractérise par une part plutôt élevée de la prise en charge collective : 90 % pour l'éducation (contre 88 % pour l'UE), 77 % dans la santé (contre 75 % pour l'UE), 22 % dans les loisirs et la culture (contre 17 % pour l'UE).

### En France, des prix supérieurs à la moyenne européenne

Les prix (*définitions*) en France dépassent de 9 % la moyenne européenne et sont ainsi à un niveau proche des prix autrichiens, néerlandais et belges (*figure 3*).

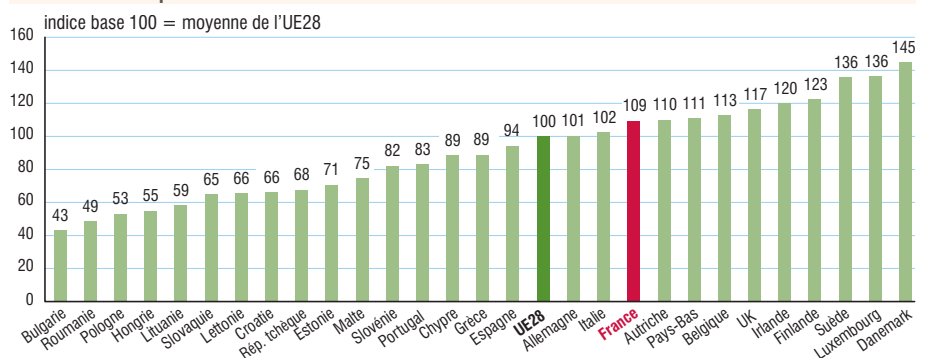
Les prix français sont à des niveaux plutôt élevés pour l'éducation (19 % au-dessus de la moyenne européenne), la santé (15 % au-dessus) et le logement (12 % au-dessus). Pour les dépenses liées au logement, les services de rénovation tirent les prix vers le haut tandis que l'énergie les modère du fait

## 2 Volume de la consommation effective des ménages par habitant et par catégorie de produits en 2012

	Allemagne	Espagne	France	Italie	Royaume-Uni
	indice base 100 = moyenne de l'UE28				
<b>Consommation individuelle effective</b>	<b>123</b>	<b>92</b>	<b>114</b>	<b>100</b>	<b>114</b>
Alimentation et boissons non alcoolisées	103	111	116	107	90
Boissons alcoolisées et tabac	121	89	100	84	79
Vêtements et chaussures	112	101	93	138	162
Logement, eau, électricité, gaz	114	85	117	104	98
Ameublement, équipement ménager et entretien	139	79	110	131	105
Santé	134	79	114	93	106
Transport	124	88	126	108	129
Communication	152	66	110	89	98
Loisirs et culture	113	86	110	78	172
Éducation	98	96	109	89	103
Hôtels, cafés et restaurants	87	209	99	126	111
Autres biens et services	146	75	124	76	110

Source : Eurostat.

## 3 Niveau des prix de la consommation en 2012



Source : Eurostat.

du tarif relativement bas de l'électricité. Les prix de l'hôtellerie française sont, derrière le Danemark, les plus élevés d'Europe, probablement parce que la France est une destination touristique prisée (figure 4).

Les prix alimentaires se situent 10 % au-dessus de la moyenne européenne : les prix de la viande, des fruits, des légumes et des pommes de terre sont particulièrement élevés (+ 20 % par rapport à la moyenne européenne). C'est également le cas, mais dans une moindre mesure, du prix des poissons et autres produits de la mer (10 % au-dessus de la moyenne de l'UE) et du prix du pain et des céréales (5 % au-dessus de la moyenne européenne). En revanche, lait, fromages, œufs, matières grasses ainsi que sucre, miel, confiture et chocolat sont moins chers en France que dans l'Union européenne. Les prix des boissons sont également assez bas, et plus particulièrement ceux des boissons alcoolisées (12 % au-dessous de la moyenne européenne). Les prix dans les restaurants et cafés sont également inférieurs à la moyenne européenne (7 % au-dessous). En revanche, les prix du tabac sont élevés en France (30 % au-dessus de la moyenne de l'UE) en lien avec la fiscalité.

Pour les autres postes, les prix en France sont dans la moyenne supérieure : c'est le cas des transports (+ 2 %), de l'habillement, des meubles ou des biens de communication (+ 10 %).

### Au sein de l'Union européenne, des prix dans un rapport de un à trois

Au sein de l'Union européenne, les prix sont plus élevés dans les pays d'Europe du Nord ainsi qu'au Luxembourg et plus bas dans les pays d'Europe centrale et de l'Est. Une comparaison limitée à l'UE à 15 montre des prix supérieurs à la moyenne de 35 % au Danemark (contre 45 % vis-à-vis de la moyenne de l'UE à 28), de 3 % en France (au lieu de 9 %) et inférieurs de 5 % en Allemagne (au lieu de 1,5 % au-dessus).

Le pays le plus cher de l'Union européenne – le Danemark – pratique des prix trois fois plus élevés que le pays le moins cher – la Bulgarie. Entre ces deux groupes extrêmes, l'Allemagne et l'Italie se situent au niveau de la moyenne européenne (UE28). Le Royaume-Uni pratique des prix supérieurs aux prix français, donc à la moyenne européenne (17 % au-dessus). En revanche, la plupart des pays méditerranéens ont des prix inférieurs à cette moyenne UE28 : de 6 % en Espagne, de 11 % en Grèce et à Chypre et de 17 % au Portugal.

Globalement, les prix, analysés sur des biens de même qualité, sont ainsi plus forts dans les pays aux niveaux de vie les plus élevés (figure 5). Ce constat, popularisé sous le nom

d'« effet Balassa-Samuelson » (*définitions*), est imputable à des différentiels de productivité entre pays. Pour être compétitifs, les pays les moins productifs versent des salaires plus faibles dans les secteurs produisant des biens échangeables. Les salaires des autres secteurs, où les différences de productivité sont moindres, sont également plus faibles, ce qui se traduit *in fine* par des prix plus bas de leurs produits non échangeables, principalement dans les services.

Au-delà de l'« effet Balassa-Samuelson », le niveau relatif des prix dépend également du taux de change courant. L'appréciation de la couronne danoise sur la période 2008-2012 participe ainsi du niveau élevé des prix au Danemark (+ 45 % par rapport à la moyenne européenne) tandis que la dépréciation de la leu roumaine explique en partie le niveau bas des prix en Roumanie. De multiples autres facteurs interviennent également dans les niveaux de prix, notamment les différences de coût du travail, de structure des réseaux de distribution, d'intensité de la concurrence, de fiscalité.

### Des différences de prix entre pays plus importantes pour les services que pour les biens

Cette hiérarchisation des pays en fonction de leurs prix se retrouve pour la plupart des postes de la consommation. Les produits de la communication font exception : les prix sont relativement bas dans les pays nordiques et en revanche plutôt élevés en Espagne, en Grèce, en Slovaquie, aux Pays-Bas et en Belgique.

Entre pays de l'Union européenne, les différences de prix sont plus importantes pour les services que pour les biens à la consommation. Les biens, plus échangeables que les services, sont de ce fait plus exposés à la concurrence internationale, ce qui tend à égaliser leurs prix. En revanche, les services, moins échangeables et moins soumis à la concurrence internationale, ont des prix plus hétérogènes entre pays. La dispersion des prix est ainsi dans un rapport de un à deux pour les biens de consommation contre un rapport de un à quatre pour les services de consommation.

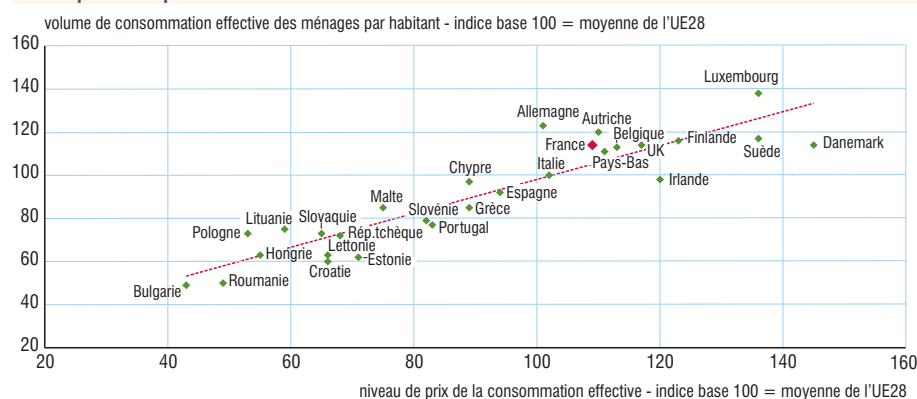
#### 4 Niveaux de prix comparés par catégorie de produits en 2012

indice base 100 = moyenne de l'UE28

	Allemagne	Espagne	France	Italie	Royaume-Uni
<b>Consommation individuelle effective</b>	<b>101</b>	<b>94</b>	<b>109</b>	<b>102</b>	<b>117</b>
Alimentation et boissons non alcoolisées	106	93	109	112	104
Boissons alcoolisées et tabac	91	86	106	100	165
Vêtements et chaussures	103	89	104	107	92
Logement, eau, électricité, gaz	105	96	112	99	142
Ameublement, équipement ménager et entretien	97	97	111	102	110
Santé	98	103	115	110	114
Transport	104	94	102	97	108
Communication	82	147	110	106	109
Loisirs et culture	102	98	106	103	108
Éducation	105	90	119	97	141
Hôtels, cafés et restaurants	101	92	103	106	113
Autres biens et services	98	88	110	101	105

Source : Eurostat.

#### 5 Corrélation entre les volumes de consommation effective par habitant et les niveaux de prix comparés en 2012



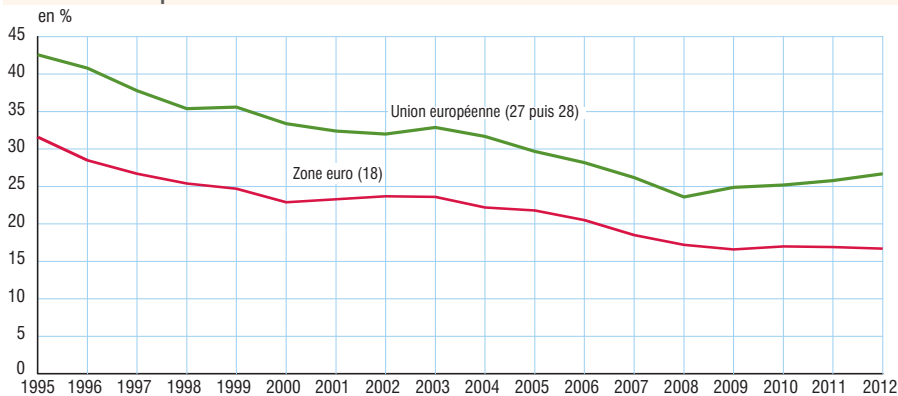
Lecture : en 2012, au Luxembourg, le volume de consommation effective des ménages par habitant est supérieur de 38 % à celui de la moyenne de l'UE ; le niveau des prix de la consommation effective des ménages est supérieur de 36 % à celui de la moyenne de l'UE.

Source : Eurostat, calculs Insee.

### Une convergence des prix entre pays de l'Union européenne jusqu'en 2008, interrompue ensuite

Les différences de prix entre pays membres de l'Union européenne se sont, toutefois, fortement atténuées. De 1995 à 2012, le coefficient de variation (*définitions*) des indices de prix dans l'UE est ainsi passé de 43 % à 27 % (figure 6). L'uniformisation soutenue de ces prix jusqu'en 1999 est portée principalement par les pays qui s'apprentent à créer la zone euro ; les critères de Maastricht

## 6 Évolution des coefficients de variation\* des niveaux de prix comparés des pays de l'Union européenne à 28 et de la zone euro



\* Voir définitions.  
Source : Eurostat.

qui conditionnent l'entrée dans la monnaie unique (notamment ceux sur la stabilité des prix et la fixité des taux de change) influent, en effet, directement sur la convergence des prix. Le mouvement de convergence ralentit ensuite pour reprendre plus vigoureusement entre 2004 et 2008, avec notamment un rattrapage dans tous les nouveaux États membres ; de plus, les prix se sont uniformisés au sein des premiers pays membres de la zone euro.

Depuis 2009, les écarts de prix entre pays de l'Union se sont accrus et au sein de la zone euro, le mouvement de convergence a été stoppé. La fin de la convergence provient principalement des prix des services, dont la dispersion s'accroît depuis 2009, en lien avec des situations économiques entre pays plus hétérogènes. ■

## Sources

Les parités de pouvoir d'achat (PPA) associées aux dépenses de consommation des ménages sont calculées par le **programme d'enquêtes Eurostat-OCDE** qui associe les instituts nationaux de statistique de 38 pays (les 28 pays de l'Union européenne et 10 autres pays européens associés), dont l'Insee pour la France. Des relevés de prix de produits comparables et représentatifs de la consommation de chaque pays sont effectués dans les pays de l'Union européenne et d'autres pays partenaires. Cela permet le calcul de parités de pouvoir d'achat pour l'ensemble des catégories de biens et de services.

**Les PPA associées aux dépenses individualisables des administrations publiques** sont calculées différemment selon qu'il s'agit de la dépense publique de l'éducation, des dépenses hospitalières ou des autres postes. Pour l'éducation, le calcul prend en compte le nombre d'élèves et d'étudiants, mais aussi des indicateurs de qualité (**programme Pisa d'évaluation des étudiants**). Les PPA s'en déduisent en rapportant les dépenses en valeur à l'indice de volume.

Pour les hôpitaux, le calcul repose sur des cas-types communs à tous les pays dont la tarification à l'activité pratiquée dans les établissements hospitaliers permet d'évaluer le prix.

Pour les autres dépenses individualisables des administrations publiques, les PPA sont calculées en estimant le prix des intrants (rémunération des salariés, prix des consommations intermédiaires).

## Définitions

La dépense de **consommation** des ménages correspond aux dépenses que les ménages supportent directement.

Les **parités de pouvoir d'achat (PPA)** sont des taux de conversion monétaire qui éliminent les différences de niveaux de prix entre les pays. Dans leur plus simple expression, les PPA sont des rapports de prix exprimés en monnaies nationales pour un même bien ou service.

La consommation individualisable des **administrations publiques** correspond aux dépenses de biens et de services financées

par la collectivité, dont les bénéficiaires peuvent être précisément définis. Elle comprend notamment les dépenses publiques d'éducation, les dépenses hospitalières et les remboursements de soins de ville ainsi que les allocations logement.

La **consommation effective** des ménages correspond à l'ensemble des biens et services que les ménages consomment, que la dépense correspondante leur incombe ou qu'elle soit prise en charge par les administrations publiques (État, collectivités territoriales et organismes de sécurité sociale).

Elle est donc la somme de la dépense de consommation des ménages et de la consommation individualisable des administrations publiques et des institutions sans but lucratif au service des ménages. Elle permet de comparer les niveaux de consommation des pays de l'Union européenne, en tenant compte de la prise en charge par la collectivité de dépenses au bénéfice des ménages, prise en charge qui varie d'un pays à l'autre.

Pour pouvoir être comparés, les niveaux doivent être rapportés au nombre d'habitants du pays. La consommation effective des ménages par habitant ainsi obtenue permet cette comparaison.

Le **volume de consommation par habitant** pour un groupe de produits donné, correspond au niveau relatif des dépenses de consommation pour ce groupe de produits, après ajustement des parités de pouvoir d'achat et des différences de population entre pays.

Les niveaux de **prix** comparés en pourcentage de la moyenne européenne sont des mesures d'écart de prix entre un pays et la moyenne européenne. Pour un pays et un produit donnés, ils se calculent comme le rapport entre la PPA et le taux de change du pays par rapport à une monnaie de référence (le taux de change est ici défini comme la quantité de monnaie du pays équivalente à une unité de la monnaie de référence).

L'**effet « Balassa-Samuelsou »**, introduit par Balassa et Samuelson en 1964, désigne la distorsion dans la PPA due aux différences internationales de productivité relatives entre les secteurs des biens échangeables (essentiellement ceux de l'industrie manufacturière et de l'agriculture) et non échangeables (principalement les services). Cet effet explique qu'en règle générale, les prix dans les pays « riches » sont plus élevés que ceux observés dans les pays « pauvres ».

Le **coefficient de variation** d'une variable statistique est défini comme le rapport entre l'écart-type et la moyenne. C'est une mesure de la dispersion relative de cette variable.

Direction Générale :  
18, bd Adolphe-Pinard  
75675 PARIS CEDEX 14  
Directeur de la publication :  
Jean-Luc Tavemier  
Rédacteur en chef :  
E. Nauze-Fichet  
Rédacteurs :  
J.-B. Champion, A. Houlou-Garcia,  
C. Lesdos-Cauhapé, V. Quénechdu  
Maquette : P. Thibaudeau  
Impression : Jouve  
Code Sage IP141523  
ISSN 0997 - 3192  
© Insee 2014

- **Insee Première** figure dès sa parution sur le site internet de l'Insee : [www.insee.fr/collections-nationales](http://www.insee.fr/collections-nationales)
- Pour recevoir par courriel les avis de parution (60 numéros par an) : <http://www.insee.fr/abonnements>

Pour vous abonner à **Insee Première** et le recevoir par courrier : <http://www.webcommerce.insee.fr/liste.php?idFamille=16>

